

*France*

MONSIEUR LE PRESIDENT,

L'IRLANDE, AU NOM DE L'UNION EUROPEENNE A PRONONCE UNE DECLARATION A LAQUELLE MA DELEGATION SOUSCRIT ENTIEREMENT.

JE VOUDRAIS SIMPLEMENT ICI AJOUTER QUELQUES REMARQUES COMPLEMENTAIRES ET REVENIR SUR QUELQUES POINTS QUI ME SEMBLANT PARTICULIEREMENT IMPORTANTS.

TOUT D'ABORD, COMME DE NOMBREUSES DELEGATIONS L'ONT SOULIGNE, LE DEUXIEME RAPPORT D'EVALUATION DU GIEC NOUS SEMBLE DEVOIR SERVIR DE BASE AUX DECISIONS QUE NOUS DEVONS PRENDRE DANS LE CADRE DU MANDAT DE BERLIN.

QUAND LES MEILLEURS EXPERTS SCIENTIFIQUES JUGENT DISCERNABLE L'INFLUENCE DE L'HOMME SUR LE CLIMAT ET NOTENT AVEC INQUIETUDE LES CONSEQUENCES DANGEREUSES QUI POURRAIENT EN RESULTER, IL EST DE NOTRE DEVOIR DE METTRE EN OEUVRE LE PRINCIPE DE PRECAUTION ET D'ENGAGER L'ACTION SANS ATTENDRE TOUT EN NOUS FIXANT DES OBJECTIFS A LONG TERME.

A CET EGARD, MA DELEGATION PARTAGE TOTALEMENT L'APPRECIATION DE L'UNION EUROPEENNE SELON LAQUELLE TOUT DEVRAIT ETRE FAIT POUR QUE LA TEMPERATURE MOYENNE MONDIALE NE S'ELEVE PAS DE 2 DEGRES AU DESSUS DU NIVEAU PREINDUSTRIEL. PAR CONSEQUENT, NOUS JUGEONS QUE DES NIVEAUX DE CONCENTRATION DE CO<sub>2</sub> DANS L'ATMOSPHERE INFERIEURS A 550 PPMV DEVRAIENT GUIDER LES EFFORTS DE LIMITATION ET DE REDUCTION DES EMISSIONS MONDIALES. DES OBJECTIFS DEVRAIENT EN OUTRE ETRE FIXES POUR LES AUTRES GAZ A EFFET DE SERRE.

UNE PREMIERE ETAPE EST DE METTRE EN OEUVRE LES ENGAGEMENTS ACTUELS DE LA CONVENTION.

EN CE QUI CONCERNE LA COOPERATION AVEC LES PAYS PARTIES N'APPARTENANT PAS A L'ANNEXE I, LA FRANCE TIENT SES ENGAGEMENTS AU PLAN FINANCIER DANS LE CADRE DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL ET ELLE EST DETERMINEE A RESPECTER SES ENGAGEMENTS FINANCIERS A L'AVENIR. LA FRANCE D'AUTRE PART A CREE UN FONDS FRANCAIS POUR

.../...

L'ENVIRONNEMENT MONDIAL QUI REPREND AU PLAN BILATERAL LES MEMES REGLES QUE LE FONDS MULTILATERAL.

LA FRANCE A UN NIVEAU D'EMISSION PAR HABITANT ET PAR UNITE D'ACTIVITE ECONOMIQUE PARMIS LES PLUS BAS DES PAYS DEVELOPPES A MOINS DE 2TC/HABITANT PAR AN. ELLE NE SE CONTENTE PAS DE CE CONSTAT ET ENTEND CONTINUER A PARTICIPER PLEINEMENT A L'EFFORT DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE VISANT A STABILISER LES EMISSIONS DE CO2 EN 2000 A LEUR NIVEAU DE 1990.

C'EST AINSI PAR EXEMPLE QUE LE GOUVERNEMENT A ENGAGE UNE DEMARCHE DE SIGNATURES **D'ENGAGEMENTS VOLONTAIRES** DE PROGRES DEMANDANT AUX ENTREPRISES DE PROCEDER A DES INVESTISSEMENTS DE REDUCTION DES GAZ A EFFET DE SERRE DANS L'INDUSTRIE SUR LA DECENNIE 1990 - 2000. PLUSIEURS CHANTIERS ONT ETE MIS EN PLACE QUI CONCERNENT LES SECTEURS DU CIMENT, DE LA CHAUX, DU PLATRE, DE L'ACIER, DU VERRE, DE LA CHIMIE. J'AI D'ORES ET DEJA CONTRESIGNE DEUX ACCORDS VOLONTAIRES DE REDUCTION.

EN MATIERE DE **TRANSPORT**, LA FRANCE A RELEVE LE NIVEAU DES TAXES SUR LES CARBURANTS ET LE GOUVERNEMENT A CONSACRE PLUS DE 350 MF EN 1995 POUR LE TRANSPORT COMBINE RAIL-ROUTE. IL A PAR AILLEURS ETE LANCE EN MARS DERNIER UN NOUVEAU PROGRAMME DE RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ET D'INNOVATION TECHNOLOGIQUE SUR LES TRANSPORTS TERRESTRES QUI INTEGRE LES PARAMETRES D'ENVIRONNEMENT COMME DETERMINANTS POUR L'ECONOMIE DU SECTEUR.

PAR AILLEURS LA FRANCE VA METTRE EN OEUVRE **UNE LOI SUR L'AIR ET L'UTILISATION RATIONNELLE DE L'ENERGIE** QUI VIENT D'ETRE VOTEE EN PREMIERE LECTURE PAR LE PARLEMENT ET QUI SERA DEFINITIVEMENT ADOPTEE A L'AUTOMNE. LE PROJET DE LOI FOURNIT NOTAMMENT UNE LARGE PALETTE DE MESURES TECHNIQUES AU NIVEAU NATIONAL DESTINEES A REDUIRE LES EMISSIONS POLLUANTES ET LES CONSOMMATIONS D'ENERGIE. CES MESURES CONCERNENT NOTAMMENT LES PRODUITS LES COMBUSTIBLES ET CARBURANTS AINSI QUE LES VEHICULES.

BIEN ENTENDU, LA FRANCE NE LIMITE PAS SON ACTION AU SEUL CO2, MAIS A PRIS DES MESURES IMPORTANTES SUR LES AUTRES GAZ A EFFET DE SERRE.

AINSI LA LOI DE 1992 SUR LES DECHETS, QUI LIMITE A PARTIR DE 2002 LA MISE EN DECHARGE AUX SEULS DECHETS "ULTIMES", PERMETTRA A TERME DE REDUIRE A ZERO LES EMISSIONS DE METHANE DES DECHARGES.

DES MESURES REGLEMENTAIRES VIENNENT D'ETRE IMPOSEES AUX USINES REJETANT DU PROTOXYDE D'AZOTE (INDUSTRIE DE L'ACIDE ADIPIQUE ET DE L'ACIDE GLYOXYLINE). LEUR EFFET SERA A LUI SEUL EQUIVALENT A UNE REDUCTION DE 6 % DES EMISSIONS DE CO2. AU TOTAL, AVEC D'AUTRES MESURES VISANT L'AGRICULTURE, LES EMISSIONS DE PROTOXYDE D'AZOTE DE LA FRANCE SERONT DIVISEES PAR DEUX ENTRE 1990 ET 2000. ELLE SE REJOINT EGALEMENT DE LA DECLARATION AMERICAINE EN FAVEUR D'ENGAGEMENTS CONTRAIGNANTS.

LES EMISSIONS DE CO2 DE LA FRANCE ETAIENT, EN 1995, INFERIEURES A CELLES DE 1990 ET, SELON NOS DERNIERES PREVISIONS, LES POLITIQUES ET LES MESURES QUE NOUS AVONS MISES EN OEUVRE NOUS PERMETTRONT DE RAMENER NOS EMISSIONS GLOBALES DE GAZ A EFFET DE SERRE EN 2000 A LEUR NIVEAU DE 1990.

LE SECOND RAPPORT D'EVALUATION DU GIEC MONTRE LA NECESSITE QU'IL Y A A ALLER PLUS LOIN. D'APRES CE RAPPORT, STABILISER LA CONCENTRATION DE CO2 DANS L'ATMOSPHERE A UN NIVEAU INFERIEUR A 550 PPM NE SERA POSSIBLE QUE SI LES EMISSIONS MOYENNES MONDIALES PAR HABITANT DIMINUENT DE LA VALEUR ACTUELLE DE 1,3 TC/HABITANT A MOINS DE 1 TC/HABITANT D'ICI 2100.

LA FRANCE CONSIDERE QUE LES PAYS DEVELOPPES DOIVENT CONTINUER A ETRE A L'AVANT-GARDE DE LA LUTTE CONTRE L'EFFET DE SERRE ET ELLE SOUSCRIT COMPLETEMENT A LA DECLARATION DE L'IRLANDE CONCERNANT LE RENFORCEMENT DES ENGAGEMENTS DES PAYS DEVELOPPES DANS LE CADRE DU MANDAT DE BERLIN.

L'EXPERIENCE DU PROGRAMME FRANCAIS DE PREVENTION DE LUTTE CONTRE L'EFFET DE SERRE MONTRE QUE SEULE UNE PARTIE DES MESURES A PU ETRE DECIDEE AU NIVEAU PUREMENT NATIONAL.

CECI, ENTRE AUTRES, DEMONTRE LA NECESSITE QUE DES ENGAGEMENTS CONTRAIGNANTS PORTENT SUR DES POLITIQUES ET MESURES DE PREVENTION DU CHANGEMENT DE CLIMAT DE FACON COORDONNEE AU NIVEAU INTERNATIONAL. UNE TELLE COORDINATION EST NECESSAIRE COMPTE TENU

DES RISQUES DE DISTORSION DE CONCURRENCE DANS LA COMPETITIVITE INTERNATIONALE.

LA MISE EN PLACE PROGRESSIVE D'UN SYSTEME ENERGETIQUE MONDIAL FAIBLEMENT EMETTEUR DE CARBONE FOSSILE EST INDISPENSABLE. ELLE PASSE PAR DES ACTIONS A LA FOIS DANS LE DOMAINE DE LA MAITRISE DE LA DEMANDE D'ENERGIE ET DANS CELUI DE L'OFFRE D'ENERGIE, VISANT NOTAMMENT UNE SUBSTITUTION AU BENEFICE DE VECTEURS D'ENERGIE A FAIBLE TENEUR EN CARBONE FOSSILE.

LE COUT ECONOMIQUE DE LA PREVENTION DES CHANGEMENTS DE CLIMAT POURRA ETRE CONTENU DANS LES LIMITES ACCEPTABLES (AU MAXIMUM QUELQUES % DU PIB) SI DES STRATEGIES EFFICACES SONT MISES EN OEUVRE A L'ECHELLE MONDIALE.

IL S'AGIT EN PARTICULIER :

- D'EXPLOITER LE POTENTIEL NON NEGLIGEABLE D'ACTIONS "SANS REGRET" DISPONIBLE DANS LA PLUPART DES PAYS NOTAMMENT DANS LE SECTEUR ENERGETIQUE ;

- DE SUSCITER ET D'ACCELERER LES DEVELOPPEMENTS TECHNOLOGIQUES, ET NON PAS DE LES ATTENDRE, AFIN D'APPORTER DES REPONSES LE PLUS VITE POSSIBLE A LA NECESSITE DE REDUIRE LES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE ;

- DE PRIVILEGIER LES INSTRUMENTS ECONOMIQUES, QUI PRESENTENT CERTAINEMENT UN MEILLEUR RAPPORT COUT EFFICACITE QUE LES AUTRES APPROCHES ; IL FAUT VISER EN PARTICULIER LA SUPPRESSION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION D'ENERGIE FOSSILE ET LA TAXATION DU CO2.

LA FRANCE JUGE EN OUTRE QU'IL FAUT VEILLER A UNE REPARTITION EFFICACE ET EQUITABLE DE L'EFFORT ENTRE LES PARTIES DE L'ANNEXE 1, PRENANT EN COMPTE LES EFFORTS DEJA ACCOMPLIS.

UNE FACON SIMPLE ET EFFICACE DE PROCEDER A CETTE REPARTITION SERAIT DE METTRE EN OEUVRE UNE FISCALITE SUR LES EMISSIONS DE CO2 A DES TAUX COORDONNES DANS L'ENSEMBLE DES PAYS DEVELOPPES.

LA FRANCE EST OUVERTE A TOUS LES TRAVAUX ET REFLEXIONS SUR LA DIFFERENCIATION DES OBJECTIFS REPOSANT SUR DES BASES OBJECTIVES, PAR EXEMPLE EN PRENANT EN COMPTE LE NIVEAU D'EMISSIONS PAR UNITE D'ACTIVITE ECONOMIQUE. ELLE A CONSIDERE AVEC BEAUCOUP D'INTERET LES PROPOSITIONS DE PLUSIEURS DELEGATIONS SUR CETTE QUESTION, ET PENSE QUE LA DETERMINATION D'UN MECANISME SIMPLE DE DIFFERENCIATION CONSTITUE UN ENJEU MAJEUR DES NEGOCIATIONS A VENIR.

LA FRANCE EST DETERMINEE A S'ENGAGER DES MAINTENANT DANS DES NEGOCIATIONS AFIN D'ACHEVER, LORS DE LA IIIEME CONFERENCE DES PARTIES, LE PROCESSUS QUE NOUS AVONS ENGAGE A BERLIN. CELA DEVRAIT CONDUIRE TOUT PARTICULIEREMENT A L'ADOPTION D'UN PROTOCOLE CONTENANT DES ENGAGEMENTS CONTRAIGNANTS./.

# RECORD OF MINISTERIAL SEGMENT

COUNTRY: FRANCE NAME OF SPEAKER: pp. CORINNE LE PAGE  
 DAY: 18/7 TIME: 11<sup>50</sup> NOTE-TAKER: BB. STATEMENT PICKED UP? ☒

## AGBM-RELATED ISSUES

The speaker indicated:	<input type="checkbox"/> a preference for an amendment <input checked="" type="checkbox"/> a preference for a protocol <input type="checkbox"/> that s/he cannot indicate a preference at this time <input type="checkbox"/> AOSIS <input checked="" type="checkbox"/> EU	Comments:
The protocol/ other legal instrument should include:	<input checked="" type="checkbox"/> mandatory policies and measures <input checked="" type="checkbox"/> voluntary policies and measures	Policies or measures specified: Need for binding commitments at Int'l. level. <u>CO2 tax</u> Ensure fair distrib. of Annex I — supports tax <del>on CO2</del> on CO2. Objective criteria. Differentiation mechanism. Cost should be calculated equitably as a % GNP.
Does the country support any particular target?	<input type="checkbox"/> yes: _____ % by _____ year <input type="checkbox"/> no <u>Supports limit 550 ppmv.</u>	Comments: National legal structure defined to control energy usage is being prepared to Parliament. Aim — to reduce emissions & energy consumption.

## SBSTA-RELATED ISSUES

Reaching targets within the country by the year 2000 (Annex I Parties)	Comments: <u>lowest level of ambition.</u> <u>Voluntary agreements at a national level for industrial sector</u> <u>Interested not only in CO2 reduction but also other gases.</u> <u>Will attain target to reduce CO2 levels to 1990 level.</u>
Development and transfer of technology	Comments: <u>Development of transport techn. to improve energy efficiency</u> <u>Supports need to increase rate of technology development.</u>
IPCC Second Assessment Report (SAR)	Comments: <u>Accepts effect of humans on CC —</u> <u>supports precautionary principle.</u>

## SBI-RELATED ISSUES

Should the GEF be the permanent financial mechanism?	<input type="checkbox"/> yes <input type="checkbox"/> no	Comments: <u>Supports GEF — financial commitment.</u> <u>also has an equiv. french. bilat. lending agency</u>
Activities Implemented Jointly (AIJ)	<input type="checkbox"/> in favour of pilot phase <input type="checkbox"/> distinction made between JI/AIJ	Comments:
Preparation of non-Annex I communications	Comments: <u>France supports the need for <sup>non</sup> Annex I to join in AGBM.</u>	

OTHER COMMENTS: